

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.454/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 23 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 24 mars 2000 déterminant la procédure à suivre devant l'organe de recours en matière d'habilitations de sécurité", a donné le 30 mai 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"La motivation spéciale de l'urgence résulte de la circonstance que le 20 mars dernier, les Musulmans de Belgique ont pu élire leurs nouveaux représentants pour l'Assemblée générale des Musulmans de Belgique. Cette Assemblée générale s'est réunie pour la première fois le 26 avril et a constitué son bureau provisoire. Il revient à l'Assemblée générale de me proposer des candidats pour former le futur Exécutif des Musulmans de Belgique. Ces propositions devraient me parvenir dans les prochains jours. Comme le Gouvernement l'a indiqué lors des travaux parlementaires de la loi du 20 juillet 2004 organisant les nouvelles élections pour la représentation du Culte musulman auprès des pouvoirs publics ainsi que lors des travaux parlementaires consacrés aux deux lois organisant les vérifications de sécurité, l'intention est de soumettre les futurs candidats à l'Exécutif des Musulmans de Belgique à une vérification de sécurité dans le respect de ce nouveau cadre législatif.

Il est dès lors urgent que les deux projets d'arrêtés royaux soumis à votre saisine puissent être rapidement mis en oeuvre d'une part pour fixer les modalités de ces vérifications de sécurité et d'autre part pour déterminer les modalités afférentes au recours.

La mise en place du futur Exécutif des musulmans de Belgique doit avoir lieu dans les meilleurs délais car il lui revient de gérer le budget 2005 afférent au temporel du Culte musulman et d'être l'organe représentatif de ce culte notamment dans les discussions qui seront très prochainement entamées avec les régions pour la reconnaissance des mosquées. Tous ces dossiers sont actuellement bloqués faute d'avoir un nouvel Exécutif.

Les deux lois qui servent de fondement légal à ces deux projets d'arrêtés royaux seront publiées en même temps que ces derniers."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limitera son examen au fondement légal du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Fondement juridique

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "modifiée par la loi du 3 mai 2005".

2. Dans la motivation de l'urgence, il y a lieu de remplacer les mots "de me proposer" et "me parvenir" par les mots "de proposer à Notre ministre de la Justice" et "parvenir à Notre ministre de la Justice".

Dispositif

Article 9 (article 9, en projet)

1. Il n'y a pas lieu d'insérer un article 9 puisque cet article existe déjà.

L'article 9 du projet doit insérer un article *8bis* dans l'arrêté royal du 24 mars 2000 déterminant la procédure à suivre devant l'organe de recours en matière d'habilitations de sécurité.

2. Conformément aux articles 9 et *9bis* de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité, modifiés par la loi du 3 mai 2005, il y a lieu de viser la notification - et non la communication - de la décision et de l'avis.

Article 10

Le Roi ne peut faire entrer en vigueur la loi du 3 mai 2005, précitée ⁽¹⁾, avant que ne soit en vigueur l'article 15 de celle-ci qui L'habilite à fixer cette entrée en vigueur.

⁽¹⁾ Et non du 24 mars 2005 comme indiqué par erreur dans le projet.

Or, il résulte de la rédaction de l'article 15 de la loi que les articles 1^{er} et 15 n'entreront en vigueur que le dixième jour suivant leur publication.

Autrement dit, comme l'article 15 de la loi n'entrera en vigueur que dix jours après sa publication, le Roi ne pourra fixer l'entrée en vigueur des autres articles de la loi avant l'écoulement de ces dix jours.

Il en résulte que l'arrêté devra être publié au plus tôt dix jours après la publication de la loi ⁽²⁾.

Article 11

Il y a lieu de préciser qui sont "Nos Ministres", c'est-à-dire ceux visés au proposant.

⁽²⁾ La publication au Moniteur belge a eu lieu le 27 mai 2005.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.454/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 mei 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot regeling van de rechtspleging voor het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen", heeft op 30 mei 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

"La motivation spéciale de l'urgence résulte de la circonstance que le 20 mars dernier, les Musulmans de Belgique ont pu élire leurs nouveaux représentants pour l'Assemblée générale des Musulmans de Belgique. Cette Assemblée générale s'est réunie pour la première fois le 26 avril et a constitué son bureau provisoire. Il revient à l'Assemblée générale de me proposer des candidats pour former le futur Exécutif des Musulmans de Belgique. Ces propositions devraient me parvenir dans les prochains jours. Comme le Gouvernement l'a indiqué lors des travaux parlementaires de la loi du 20 juillet 2004 organisant les nouvelles élections pour la représentation du Culte musulman auprès des pouvoirs publics ainsi que lors des travaux parlementaires consacrés aux deux lois organisant les vérifications de sécurité, l'intention est de soumettre les futurs candidats à l'Exécutif des Musulmans de Belgique à une vérification de sécurité dans le respect de ce nouveau cadre législatif.

Il est dès lors urgent que les deux projets d'arrêtés royaux soumis à votre saisine puissent être rapidement mis en oeuvre d'une part pour fixer les modalités de ces vérifications de sécurité et d'autre part pour déterminer les modalités afférentes au recours.

La mise en place du futur Exécutif des musulmans de Belgique doit avoir lieu dans les meilleurs délais car il lui revient de gérer le budget 2005 afférent au temporel du Culte musulman et d'être l'organe représentatif de ce culte notamment dans les discussions qui seront très prochainement entamées avec les régions pour la reconnaissance des mosquées. Tous ces dossiers sont actuellement bloqués faute d'avoir un nouvel Exécutif.

Les deux lois qui servent de fondement légal à ces deux projets d'arrêtés royaux seront publiées en même temps que ces derniers."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

.../...

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Aanhef

1. In het eerste lid schrijve men "en veiligheidsadviezen, gewijzigd bij de wet van 3 mei 2005".

2. In de motivering van het spoedeisende karakter moeten de woorden "om mij kandidaten voor te stellen" en "dat deze voorstellen mij de komende dagen moeten worden voorgelegd" vervangen worden door de woorden "om aan Onze Minister van Justitie kandidaten voor te stellen" en "dat deze voorstellen aan Onze Minister van Justitie de komende dagen moeten worden voorgelegd".

Dispositief

Artikel 9 (ontworpen artikel 9)

1. Er is geen grond om een artikel 9 in te voegen, daar dat artikel reeds bestaat.

Artikel 9 van het ontwerp moet in het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot regeling van de rechtspleging voor het beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen een artikel *8bis* invoegen.

2. Overeenkomstig de artikelen 9 en *9bis* van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, gewijzigd bij de wet van 3 mei 2005, moet worden verwezen naar de "kennisgeving" (in het Frans: notification) van de beslissing en van het advies, doch niet naar het "ter kennis brengen" ervan (in het Frans: communication).

Artikel 10

De Koning kan de voornoemde wet van 3 mei 2005 ⁽¹⁾ niet in werking laten treden voordat artikel 15 ervan in werking is getreden, dat Hem machtigt de dag van inwerkingtreding ervan te bepalen.

Uit de redactie van artikel 15 van de wet volgt echter dat de artikelen 1 en 15 pas de tiende dag na de bekendmaking ervan in werking zullen treden.

Met andere woorden, aangezien artikel 15 van de wet pas tien dagen na de bekendmaking ervan in werking zal treden, kan de Koning niet bepalen dat de overige artikelen van de wet in werking zullen treden voordat die tijdspanne van tien dagen is verstreken.

Daaruit volgt dat het besluit op zijn vroegst tien dagen na de bekendmaking van de wet zal moeten worden bekendgemaakt ⁽²⁾.

Artikel 11

Er moet worden gepreciseerd wie wordt bedoeld met "Onze Ministers", te weten degenen die zijn genoemd in het voordrachtformulier.

⁽¹⁾ En niet de wet van 24 maart 2005, zoals verkeerdelijk wordt aangegeven in het ontwerp.

⁽²⁾ De wet is in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt op 27 mei 2005.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J.-C. SCHOLSEM,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS